

Nous partageons votre désir d'élargir l'ordre du jour de la prochaine série de négociations pour y englober l'agriculture, le commerce des services et la propriété intellectuelle. Ce désir n'est pas partagé par certains de nos autres partenaires commerciaux. Ce sera une lutte d'arrache-pied pour faire porter ces points à l'ordre du jour, et encore plus pour obtenir de réels progrès.

Le succès du GATT a jusqu'à maintenant essentiellement porté sur le commerce des marchandises. Les efforts pour lui assujettir les produits agricoles, les services et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle présentent de nouveaux problèmes de négociation et touchent des questions de politique extrêmement sensibles. Il est énormément difficile de guider 90 pays en territoire inconnu.

Nos négociations bilatérales pourraient être extrêmement utiles à cet égard. Nombre des questions seront similaires, mais la réduction du nombre des intervenants rendra le processus un peu plus simple et, présumément, un peu plus rapide.

Si les États-Unis et le Canada peuvent s'entendre sur ces nouveaux domaines, nous pourrions servir de catalyseur et d'exemple pour le reste du monde.

Mais si nous échouons, tous les autres en tireront une dure leçon: si les États-Unis et le Canada ne peuvent en venir à un accord, qui le pourra?

Et je devrais tout de suite ajouter que, si nous voulons tous deux parler du commerce des services et de la propriété intellectuelle, nos intérêts et nos positions sur ces questions ne sont pas exactement les mêmes. Ces questions ne sont pas aussi prioritaires pour nous que pour vous. Notre secteur des services est relativement avancé, mais son développement est inégal. Dans certains domaines, nous sommes des importateurs nets alors que vous êtes des exportateurs nets.

En matière de propriété intellectuelle, nous sommes largement des importateurs, alors que vous êtes généralement des exportateurs. Vous mettez l'insistance sur la protection des droits de propriété. Nous la mettons sur la promotion du transfert de technologie.

Nous nous préoccupons davantage, par contre, des lois américaines de restriction des importations. Ces lois sont peut-être un baume pour certaines entreprises américaines